



Prolongation d'activité partielle à St Gobain PAM

Pont à Mousson, le 27 septembre 2016

Au cours du Comité Central d'Entreprise extraordinaire qui s'est tenu le 27 septembre, la direction générale de St Gobain PAM a informé les représentants du personnel de son intention de prolonger sa demande d'activité partielle de longue durée (APLD) jusqu'au 30 avril 2017.

Des périodes d'activité partielle pourraient être programmées en novembre et plus probablement en décembre, sur le site de Pont-à-Mousson. La Fonderie de Blénod n'étant pas impacté par l'APLD mais par la pose de 3 semaines de congés.

La CGT St Gobain PAM considère que le dispositif d'APLD est un outil permettant de passer les caps difficiles tout en préservant l'essentiel à savoir les emplois et la pérennité de nos usines.

La CGT a demandé à la direction générale de mettre en œuvre toutes les solutions nécessaires afin de rechercher un maximum d'activité aux salariés impactés par ces mesures d'APLD.

Pour la CGT, cette démarche doit passer par le « rapatriement » de toute la sous-traitance qui peut l'être, par le traitement des différents sujets et dossiers en retard, par un plan de formation ambitieux ! Pour sa part, la CGT considère que tout doit être fait pour qu'aucun salarié ne perde de rémunération du fait de la baisse d'activité.

La CGT estime que si St Gobain PAM traverse de réelles difficultés, il n'en va pas de même pour le Groupe St Gobain qui, avec un résultat de 1,2 milliard d'euros et une augmentation de 36 % des dividendes versés aux actionnaires, a largement les moyens, mais sans doute pas la volonté de provisionner un budget social qui permettrait aux salariés de tous les sites de Saint-Gobain de bénéficier d'un volet supra-légal en cas de difficultés passagères. La cgt estime qu'environ 700 000 euros seraient nécessaires pour maintenir la rémunération à hauteur de 100 % du personnel de Pam sur la période d'APLD.

La CGT estime que la situation actuelle de St Gobain PAM est symptomatique et illustre l'incapacité de nos politiques tels qu'ils soient à défendre les fleurons industriels et nos territoires.

Alors que plus de 2 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau dans le monde, il est paradoxal de voir le leader mondial de canalisation en fonte connaître des périodes de sous-activité. Cela en dit beaucoup sur un monde fondé sur la rentabilité et les profits alors que les besoins sociaux des peuples ne sont pas satisfaits.

Si les difficultés actuelles de St Gobain PAM peuvent être en partie attribuées à la situation géopolitique au Moyen Orient et à la baisse du prix du baril de pétrole, la concurrence agressive indienne fragilise l'entreprise sur les marchés français et européens alors que le concurrent chinois pèse sur la grande exportation.

✚ Comment notre industrie est défendue par les députés européens ? Pourquoi de réelles mesures anti-dumping ne sont-elles pas adoptées ?

✚ Quelle est la stratégie des élus régionaux qui disposent de la compétence économique ?

Communiqué de presse

✚ Tout le monde joue-il le jeu en utilisant nos productions locales dans les programmes d'investissements des collectivités ?

C'est la somme de l'ensemble de ces renoncements et le manque de courage politique au nom de la concurrence libre et non faussée qui explique les racines des difficultés rencontrées.

Certains « politiques locaux » semblent s'inquiéter aujourd'hui du sort des salariés, du moins dans le discours à connotation populiste. Mais au-delà de ces quelques éléments de langage de circonstance qui sonnent creux, qu'ont-ils fait concrètement pour défendre notre industrie et promouvoir nos produits ? Certains du reste n'utilisent même pas la solution fonte dans leurs collectivités ? Messieurs les politiques il serait grand temps de vous réveiller et enfin d'agir véritablement.